

ministère du Revenu national et le ministère des Finances.

Je dirai simplement au ministre qu'il vaut parfois mieux endurer son mal plutôt que de prendre un médicament dont on ne connaît pas les conséquences. Tant que nous ne serons pas sûrs de gagner, il vaut mieux, selon moi, s'en tenir au *statu quo*.

Je ne voudrais pas abuser du temps de la Chambre, mais je tiens néanmoins à commenter les propos que le ministre a tenus au sujet de l'impôt sur le revenu des sociétés. Brièvement, je signale tout simplement au ministre que, depuis qu'il a accédé au pouvoir, le gouvernement conservateur a augmenté l'impôt sur le revenu des sociétés d'un peu plus de 20 p. 100, c'est-à-dire entre 20 et 22,5 p. 100, alors qu'il a augmenté l'impôt sur le revenu des particuliers de 45 p. 100. C'est l'une des difficultés. À mon avis, le fait que le gouvernement ait maintenu des surtaxes prévues dans la réforme fiscale a augmenté la difficulté de savoir où se situe le fardeau fiscal au Canada et dans quelle proportion les sociétés et les particuliers se le partagent.

Le président suppléant (M. Paproski): Les députés d'Esquimalt—Juan de Fuca, de Saint-Laurent—Cartier-ville et de Carleton—Charlotte désirent tous les trois interroger eux aussi le ministre. Je donne tout d'abord la parole au député d'Esquimalt—Juan de Fuca.

M. Barrett: Monsieur le Président, je partage le sentiment du ministre sur le ton de ce débat mais je ne suis pas d'accord quant au fond. Le ton est excellent mais c'est le fond qui me préoccupe. Depuis des années j'entends dire qu'il faut nous élever au-dessus des considérations politiques pour régler les défis qui se posent. On nous dit, que les entreprises doivent adopter cette taxe parce que d'autres l'ont adoptée. Mais est-ce que nous ne sommes pas en politique? N'est-ce pas ici que les idées s'échangent mais que les décisions se prennent par des partis concurrents qui s'opposent dans la lutte pour le pouvoir? Il y en a un qui le détient, un autre qui attend et un troisième qui espère que les deux autres rateront leur coup. C'est cela la politique. Demander à la Chambre de régler ce défi en essayant de rapprocher les gens par un procédé non précisé, c'est tourner le dos aux réalités.

Nous sommes au coeur de la vie politique. Nous briguons les suffrages parce que nous avons des opinions divergentes. Je n'aime pas la taxe sur les produits et services. Mon parti a présenté une solution de rechange. Le parti du député prétend combattre la taxe sur les produits et services mais on nous raconte ces sornettes qu'il faut s'élever pour régler le défi.

Les crédits

Pour décider qui ils veulent pour les gouverner, les Canadiens ont besoin d'être renseignés. Je reconnais que le gouvernement a le courage de défendre ses idées. Je ne suis pas d'accord sur ces idées, mais il a le cran de les promouvoir. Même si le gouvernement commet harakiri, il fait du bon travail.

Mais en cherchant à déloger le gouvernement, comme la Reine nous en donne la mission par le biais de la Loyale opposition de Sa Majesté, l'opposition officielle a le devoir, et en tout cas le troisième parti a le devoir de dire clairement, quand il demande à la population de lui accorder de nouveau sa confiance, que s'il est réélu et que la taxe sur les produits et services a été adoptée, il l'abolira immédiatement.

C'est une chose que je n'ai pas entendu dire par les candidats à la direction du Parti libéral. Ni par le Parti libéral d'ailleurs. Ce que je ressens c'est un certain désabusement je cherche à l'éviter quand j'entre dans cette arène, mais je ne puis m'en empêcher. Ce désabusement vient de ce qu'ils gloussent derrière les rideaux, en se disant que les conservateurs sont en train de faire le sale boulot à leur place. Ils ne se sentent pas l'obligation de prendre un engagement contre cette taxe, et ils la laisseront en place quand ils seront portés au pouvoir.

Ma question appelle une réponse par oui ou par non: pas de louvoiement, pas de peut-être, pas de détour. Est-ce que le Parti libéral va donner aux Canadiens une réponse catégorique, oui ou non? Si vous êtes reportés au pouvoir, vous engagez-vous immédiatement à abolir la taxe sur les produits et services? Oui ou non?

M. Young (Gloucester): Monsieur le Président, quand il était premier ministre de la Colombie-Britannique, le député était réputé pour ses réponses par oui ou par non.

Je veux lui dire que si la majorité gouvernementale était capable de faire adopter la TPS à toute vitesse et d'éliminer ainsi la taxe fédérale de vente et des recettes de 18 milliards de dollars, il serait absurde de déclarer que le jour où le gouvernement libéral arrivera au pouvoir. . .

M. Barrett: Oh, oh! Je vous vois venir, mon ami.

M. Young (Gloucester): . . .de dire que ce jour-là, nous allons augmenter le déficit de 20 milliards. . .

M. Barrett: Oh, oh! Pourquoi ne votez-vous pas pour la loi, pour en finir!

M. Young (Gloucester): Ce que je veux dire, c'est que si on fait face à la réalité, on doit tenir compte du régime fiscal qui fournit des recettes au gouvernement, comme le député d'Esquimalt—Juan de Fuca l'a appris quand il